

**Vœu présenté par Catherine Chevalier et Anissa Ghaidi, groupe communiste et solidaire,
et les élu.es du groupe Écologistes et citoyens relatif au PAM Francilien**

Conseil d'Arrondissement du 7 Novembre 2023

Considérant qu'après un audit mené en 2020, Île-de-France Mobilités (IDFM), l'autorité des transports franciliens, a décidé de régionaliser progressivement ce système de transport à la demande. Objectif : simplifier le service, avec la création d'une centrale de réservation unique, tout en proposant des tarifs modérés et harmonisés entre les différents départements.

Considérant qu'à partir du 12 juillet 2023, le service Pam 75 devient le service Pam Francilien. Cela veut dire que le service est géré à l'échelle de la Région par Île-de-France Mobilités et Keolis

Considérant que le nouveau PAM francilien connaît des débuts tumultueux :

Le Centre de Service du PAM Francilien étant sous calibré pour faire face à l'intégration de Paris (Pics à 2400 appels/jour = nombreux appels sans réponse).

La bascule des données trajet des usagers du Pam75 vers un nouvel outil a généré un grand nombre d'anomalies créant des retards, des erreurs d'adresses et de l'insatisfaction.

Courses annulées au dernier moment, parcours à rallonge, demandes refusées : le service de transport à la demande (PAM), géré jusqu'ici séparément par chaque département, est épinglé par les voyageurs pour ses dysfonctionnements.

Considérant que fin août, **53% des dossiers des anciens usagers du Pam75 avaient été transférés sur les 5000**. Pour les 2275 usagers qui ne s'étaient pas réinscrits, 785 continuaient à utiliser le service PAM sans avoir renvoyé leur dossier. (Chiffres du Point IDFM du 27 août)

Considérant que la dégradation du service pose question d'autant que, La Seine-et-Marne (Février 2024), Les Yvelines, les Hauts-de-Seine (Juillet 2024), ainsi que La Seine-Saint-Denis (Novembre 2024) **devraient être intégrés au PAM Francilien prochainement**.

Pour l'instant, seul Paris, le Val-De-Marne et l'Essonne ont été intégrés.

En espérant que, d'ici là, les soucis rencontrés seront mieux anticipés.

Catherine Chevalier et Anissa Ghaidi, groupe communiste et solidaire, et les élu.es du groupe Écologistes et citoyens, demandent à Madame la Maire de Paris qu'elle s'engage, en lien notamment avec la M.D.P.H, à ouvrir des négociations avec Ile-de-France Mobilités et la Région Ile-de-France afin de demander une augmentation de moyens tant en effectif que financier au service PAM francilien, afin que ce ne soit pas les bénéficiaires porteurs de handicap qui pâtissent d'une fusion pourtant discuter depuis plus de deux ans.